



Le 20 avril 2020

**Monsieur le Président de la République**  
Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 Paris - France

Objet : *la souveraineté alimentaire française*

Monsieur le Président,

Dans les médias, comme sur les réseaux sociaux, la France entière exprime sa gratitude envers ses nouveaux héros du quotidien. À juste titre nous célébrons les personnels soignants mais aussi les agriculteurs, les salariés des entreprises et de la distribution, les artisans et commerçants qui sont au cœur de la souveraineté alimentaire de notre pays.

Depuis le 17 mars dernier, date du confinement, la filière alimentaire française subit un stress-test imposé par la crise sanitaire. Force est de constater sa robustesse et sa résilience. Passé l'épisode de panique des premières heures, les Français se sont raisonnés, rassurés de voir les rayons regarnis et le spectre de la pénurie s'éloigner.

Ce satisfecit ne saurait masquer ce qui fragilise notre appareil productif alimentaire national. Depuis de nombreuses années, nous constatons dans les faits la tendance à l'abandon en rase campagne de notre autonomie alimentaire pour prioriser d'autres choix politiques.

Or, la crise actuelle nous rappelle toute l'importance pour la France de disposer d'un appareil productif alimentaire performant et compétitif pour reconquérir pleinement notre autonomie. L'alimentation n'est pas un secteur d'activités comme les autres. Ici, une crise peut vite se transformer en émeutes de la faim, voire en famine. L'écrivain et journaliste américain Alfred Henry Lewis prophétisait en 1906 : « *there are only nine meals between mankind and anarchy\** ».

Nous faisons aussi le constat qu'une France en bonne santé est bien mieux armée pour affronter une pandémie de l'ampleur du Covid-19 : l'accès à l'alimentation est vital pour la population. Et ce d'autant plus que nous allons avoir à gérer à l'échelle de la planète des alertes sanitaires répétées. Cela nous rappelle tout l'enjeu de la maîtrise rigoureuse des techniques de production en élevage, culture et transformation. La technicité et la sécurité sanitaire française sont reconnues mondialement.

Alors que la nécessité de l'autonomie alimentaire s'impose comme une évidence à tous les Français confinés, il est bon de rappeler que ce n'est plus une réalité pour notre pays. Les soldes de la balance extérieure de produits agricoles de première nécessité sont éloquentes :

- En viande bovine, le solde de la balance extérieure est passé d'une situation positive avant les années 2000, à un déficit d'environ -400 millions d'euros en 2018 (source GEB Institut de l'Élevage),



- En porc et volaille, les soldes se dégradent de façon continue depuis 20 ans : respectivement +100 millions d'euros et +1 milliard d'euros à la fin des années 90, à près de -400 millions € et -500 millions d'euros en 2018 (source IFIP et ITAVI).

Les alertes répétées avec beaucoup de bon sens paysan sont restées jusqu'à ces derniers jours sans écho ni portée médiatique. Ces dernières années, la tendance était aux discours bienpensants et aux programmes électoraux prometteurs, reléguant les enjeux alimentaires aux seules injonctions de montée en gamme. Le moment particulier que nous vivons nous apprend qu'il est délétère d'opposer qualité et quantité. La clé est dans une diversité assumée. Chaque modèle doit aller vers son excellence. Mais il n'y a pas plus de système unique de production qu'il n'y a de besoin unique des populations. L'alimentation ne fait pas exception à la règle.

La question est de savoir si l'alimentation des 67 millions de Français est stratégique pour notre pays, ou non. Notre responsabilité est de déterminer si en cas de crise sanitaire ou politique majeure, nous avons la capacité d'être autonome ou à l'inverse dépendant d'un pays tiers pour nourrir nos concitoyens.

Depuis des années, à force d'une constante surenchère réglementaire et d'une grande permissivité face aux attaques idéologiques visant nos productions agricoles et alimentaires, nous avons affaibli la capacité de notre pays à produire sa propre alimentation.

Dans votre discours aux Français le 12 mars 2020, Monsieur le Président, vous avez exprimé qu'il y aurait un avant et un après Covid-19. De fait, cette crise va nous obliger à changer notre façon de voir et surtout de faire le monde. Cette crise nous impose un retour brutal à des priorités que nous avons perdu de vue : un système de santé et un appareil de production alimentaire qui soient en capacité de répondre aux besoins de 67 millions de Français confrontés à une crise sanitaire majeure.

Dans votre allocution du 13 avril 2020, vous avez constaté que le moment que nous vivons nous rappelle combien nous sommes vulnérables. Vous avez également appelé à sortir des idéologies pour construire le monde d'après. Nous partageons ces constats.

Bruno Lemaire et Didier Guillaume, s'adressant par courrier, le 17 mars 2020, aux salariés des coopératives, des PME et des industries de l'agro-alimentaire, leur indiquaient « *Vous, êtes un maillon essentiel de cette chaîne d'approvisionnement. C'est vous qui fournissez une alimentation de qualité, sûre, tracée, quelles que soient les conditions que les mesures de protections sanitaires nous imposent. Les Français s'en rendent compte, aujourd'hui plus que jamais* ».

Selon le sondage Odoxa-Comfluence réalisé les 8 et 9 avril 2020 : « 93 % des Français attendent du Président de la République et du gouvernement qu'ils « *garantissent l'autonomie alimentaire de la France* ». Il conclue en synthèse : « Traditionnellement attaché à leur agriculture, les Français en perçoivent désormais le caractère vital avec la crise. Contestés ces derniers mois par certains acteurs associatifs, les agriculteurs vont voir leur contribution sociétale largement valorisée ».

Autant de points de convergence entre les Français, ceux qui les gouvernent et ceux qui les nourrissent.

Préserver l'outil productif alimentaire de la France, c'est protéger les Français. Dans cet objectif, nous vous remercions, Monsieur le Président, de bien vouloir prendre des dispositions pour :



1. **Protéger les agriculteurs et les entreprises alimentaires françaises contre les organisations qui les attaquent impunément au nom d'une idéologie radicalisée.** Nous demandons à nos élus de définir et mettre en œuvre des lois et des actes qui visent à protéger les hommes et les femmes ainsi que les entreprises qui font la production alimentaire française. Notre alimentation française est attaquée : agressions sur les personnes, intrusions en élevages et abattoirs, vandalisme et incendies de sites de production et de commerces, chantage, harcèlement et name & shame systématisé des grandes marques. Des activistes issus de mouvements radicalisés (écologisme militant, abolitionnisme...), financés par de puissantes multinationales dont ils servent naïvement les intérêts, répandent un terrorisme alimentaire. Cet état de guerre permanent déstabilise dangereusement la filière alimentaire française.
2. **Libérer la compétitivité française :** les contraintes de la surréglementation asphyxient lentement mais sûrement la production et la conduisent à une perte de compétitivité et d'efficacité. Et là encore nous pouvons pointer un paradoxe français : affaiblir la production nationale, c'est nous exposer à la dépendance alimentaire et aux importations massives de produits obéissant à des standards de qualité, ainsi qu'à des règles environnementales et sanitaires inférieures au niveau d'excellence français. Est-ce acceptable que 87 %\*\*\* du poulet servi en restauration hors domicile en France soit importé ?

Nous ne demandons pas un blanc-seing pour produire comme bon nous semble. Nous nous inscrivons en permanence dans des démarches de progrès qui prennent en compte l'équilibre entre la réalité économique des outils agricoles et alimentaires, le respect de l'homme et de son environnement ainsi que la bientraitance des animaux. La mise en œuvre de productions durables est au cœur de notre ambition.

Dans quelques semaines des décisions seront à prendre pour favoriser une relance de l'agriculture et de l'agroalimentaire, piliers de la viabilité économique nationale. Nous nous tenons à votre disposition pour élaborer la feuille de route d'une production alimentaire française souveraine et résiliente.

Nous restons à votre écoute et vous prions, Monsieur le Président, d'agréer l'expression de notre très haute considération.

**Loïc Hénaff**  
Président Produit en Bretagne

**Danielle Even**  
Présidente d'Agriculteurs de Bretagne

**Annie Saulnier**  
Présidente de l'ABEA

**Yves Fantou**  
Président d'Interbev Bretagne

**Michel Bloc'h**  
Président de l'UGPVB

\* *il n'y a que neuf repas entre l'humanité et l'anarchie.*

\*\* Source : LSA/Anvol 02/02/2020



**Produit en Bretagne** est un réseau de 432 entreprises et 110 000 salariés, acteurs dans tous les domaines d'activité, alimentaire, industrie, distribution, services, culture. Sa mission est de soutenir de façon solidaire et responsable la dynamique économique et culturelle de la Bretagne pour l'emploi.

**Agriculteurs de Bretagne** est une démarche de communication collective et positive de la profession agricole régionale avec les consommateurs. Elle regroupe 3 300 adhérents individuels (agriculteurs et sympathisants) et 159 entreprises et organismes, soutenus par 167 communes bretonnes.

**Interbev Bretagne** est la structure interprofessionnelle régionale de la filière élevage et viandes, représentant l'ensemble des acteurs de l'amont à l'aval : 40 000 professionnels en Bretagne dans les secteurs bovin, veau et ovin.

**L'Union des Groupements de Producteurs de Viande de Bretagne** est un syndicat professionnel qui regroupe les Organisations de Producteurs de porc, d'œufs et de bovins Viande de l'Ouest (12 500 éleveurs).

**L'Association Bretonne des Entreprises Agroalimentaires** est le représentant professionnel de la filière agroalimentaire régionale engagé pour la création de valeurs économiques et humaines. L'ABEA accompagne 200 entreprises et sites adhérents (soit plus de 50 000 salariés).

La Bretagne est l'une des premières régions alimentaires en Europe, elle nourrit un consommateur sur trois en France et dispose donc d'une légitimité à faire entendre sa voix auprès de tous les Français.

Les cinq organisations signataires de cette lettre sont représentatives des acteurs amont et aval des filières agricoles et alimentaires. Elles travaillent ensemble au sein du collectif **Les Z'Homnivores**, une démarche inédite, transversale, positive et ouverte. Les Z'Homnivores mènent une réflexion permanente et des actions pour valoriser le rôle nourricier du secteur alimentaire breton et promouvoir un régime alimentaire équilibré et diversifié. Le collectif a été créé en juillet 2017.